

## DISPOSITIF D'AIDE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE

# Recrutement de 125 000 diplômés à la mi-novembre à Constantine

**La réticence des opérateurs économiques à adhérer au Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) est due au manque d'information, selon la directrice de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), M<sup>me</sup> Aziza Chibane. Ce faisant, un effort en la matière n devra désormais être consenti pour en faire bénéficier le maximum de demandeurs d'emploi.**

M<sup>me</sup> Chibane, qui est intervenue hier à Constantine en marge justement d'une journée d'information dédiée aux «mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi», a également avoué qu'il est, pour le moment, difficile de donner des statistiques fiables sur le chômage ou du moins quantifier la demande d'emploi enregistrée par l'ANEM. Et ce, parce que l'ANEM, avancera-t-elle, ne disposait pas jusqu'au mois de juin dernier — jusqu'à l'information de l'agence — de moyens techniquement adaptés pour le faire.

«Nous sommes en train d'assainir le fichier national des demandeurs d'emploi,

et nous n'avons pas, pour le moment, arrêté de statistiques. Certains sont inscrits sur les listes de plus d'une agence locale. D'autres, parmi ceux ayant décroché un emploi, figurent encore sur ces listes», expliquera-t-elle. Idem pour l'offre d'emploi. La directrice de l'agence s'est plutôt félicitée de la progression de cette offre, sans pour autant en quantifier l'importance. M<sup>me</sup> Chibane, installée depuis pratiquement une année à la tête de l'ANEM, a cependant livré des chiffres sur l'insertion professionnelle, en application du DAIP.

Depuis juin 2008 et jusqu'au 15 novembre 2009, près de 390 000 chômeurs, dont 126 000 diplômés (uni-



Un dispositif pour faire reculer le chômage des jeunes.

versitaires et techniciens supérieurs) et plus de 94 000 autres ayant des qualifications professionnelles, ont intégré le monde du travail grâce à des contrats signés dans le cadre du dispositif en question. Soit 34 % de contrats d'insertion de diplômés et 24 % de contrats d'insertion professionnelle passés avec les différents employeurs.

Le reste des bénéficiaires est constitué de chômeurs sans qualification

aucune (43 % de contrats). L'objectif fixé pour la fin de l'année en cours est d'arriver à placer 400 000 chômeurs.

Le coût de ces contrats est assumé par l'Etat selon un barème basé sur les qualifications de chacun. A titre d'exemple, un universitaire touchera 55 % du salaire de base d'un fonctionnaire classé dans la catégorie 11 (indice 498), soit près de 12 500 DA/mois, la valeur du point indiciaire étant de

45 DA. Un TS touchera 50 % du salaire d'un fonctionnaire classé dans la catégorie 10 (indice 453), soit près de 11 000 DA/mois. Pour ceux ayant des qualifications professionnelles, ils toucheront 36 % du salaire de base de quelqu'un classé dans la catégorie 8 (indice 379), soit un peu plus de 6 000 DA dans les administrations et les collectivités locales et 47 % du même salaire, soit 8 000 DA, dans les entreprises du secteur économique, qu'elles soient privées ou publiques. Une contrainte particulière, les employeurs ont tendance à ne pas respecter les listes communiquées par l'ANEM. Un état de fait devant lequel M<sup>me</sup> Chibane compte sévir, sachant que la loi impose aux opérateurs qui veulent bénéficier du DAIP de passer obligatoirement par l'ANEM. «Le dispositif est surtout créé pour permettre aux chômeurs d'acquérir

l'expérience professionnelle exigée par les employeurs. Nous allons ainsi essayer d'en faire bénéficier tous les chômeurs, sans aucune discrimination, pourvu qu'ils jouissent des qualités requises», assènera-t-elle.

Et de préciser que la loi exige des employeurs bénéficiaires d'engager, à l'expiration des contrats (2 ans), 25 % des personnels recrutés dans le cadre du DAIP. Mais, ajoutera-t-elle, «selon les statistiques disponibles, 60 % des personnels ont été titularisés au bout d'une année». Le dispositif prévoit la possibilité de prolonger le contrat d'une troisième année pour ceux n'ayant pas pu décrocher un CDI.

Enfin, il convient de noter que cette journée d'information a vu, après les allocutions d'ouverture, la tenue de conférences sur les avantages parafiscaux et les incitations fiscales liés à la création d'emploi.

L. H.

## BÂTIMENTS MENAÇANT RUINE AU CENTRE-VILLE D'ORAN

# «Faudra-t-il que l'on meure sous les décombres pour que les responsables réagissent ?»

**Le problème des bâtisses menaçant ruine à Oran a atteint des proportions alarmantes. Les familles vivant dans des habitations précaires, notamment au centre-ville, là où le vieux bâti est le plus important, sont de plus en plus nombreuses. Ce sont tout particulièrement les vieux bâtiments relevant de l'OPGI qui présentent la plus grande menace sur leurs occupants.**

**Ben Aziz - Oran (Le Soir) -** L'immeuble n° 35, à la rue des Aurès, fait partie de cette catégorie de bâtisses. L'état de ce bâtiment, qui abrite pas moins de douze familles, est inqualifiable, notamment après la série d'effondrements qu'il a connus au courant de ces dernières années. B.

Moussa, la soixantaine, un des plus anciens locataires de cet immeuble, nous a fait constater, lors de notre visite sur les lieux, comment l'effondrement des dernières briques qui constituaient la passerelle entre son domicile, situé au 2<sup>e</sup> étage et les escaliers a rendu l'accès chez lui très dan-

gereux, voire impossible. Il souligne que c'est depuis le mois de mars dernier que lui et sa famille vivent cette situation. «C'est grâce à la solidarité de mes voisins qui ont accepté de mettre à ma disposition l'une des pièces de leur appartement que ma famille ne s'est pas retrouvé à la rue. Sinon, je n'ai nulle part où aller.

La nuit, on est obligés de s'arranger de manière à ce que mes 6 enfants, moi et leur mère puissent dormir dans ces 9 m<sup>2</sup> qui constituent notre nouvelle et provisoire maisonnette», lâche-t-il, tourmenté. Un autre voisin de B. Moussa nous dira : «Sans l'assis-

tance des adultes, les enfants ne peuvent pas passer au-dessus des immenses crevasses occasionnées par les effondrements répétés qui ont touché les dalles au niveau des couloirs de l'immeuble.» Ce dernier déplore l'énorme danger qui menace la vie des enfants qui résident dans cet immeuble. «Même les ouvriers que nous sollicitons pour la réparation et l'entretien de l'étanchéité de notre immeuble refusent de répondre à notre appel. Pour eux, pas question de prendre le risque de travailler sur des toits aussi fragiles que le nôtre», révèle une personne

âgée qui occupe une pièce située au troisième étage. Les occupants de cet immeuble étaient unanimes à nous déclarer que toutes leurs tentatives de contacter les autorités locales étaient vaines et qu'ils n'ont obtenu que des promesses, rien que des promesses. «Qu'attendent les responsables pour réagir ? Que l'un de nous meurt sous les décombres ? Le jour où la catastrophe se produira, ce sera trop tard», renchérisait l'une des voisines. Tous attendent une réaction avant tout humaine, puis responsable.

B. A.

### SELON LES STATISTIQUES DE LA GENDARMERIE

## Plus de 2 000 femmes victimes de crimes en 2009

Les services de la Gendarmerie nationale se sont penchés sur la nature des crimes dont sont victimes les femmes. Il en ressort que durant les dix premiers mois de l'année en cours, sur 15 200 victimes, des deux sexes, les femmes sont au nombre de 2 803.

L'inceste arrive en tête avec un taux de 93 %. La gendarmerie note qu'il s'agit de viols commis que sur des femmes, alors qu'elles sont près de 65 % à être victimes d'enlèvements.

L'attentat à la pudeur n'est pas en reste avec 37 % de femmes affectées sur un total de 509 personnes.

Sur 414 cas de violation de domicile, 41 % ceux de femmes. Ces dernières sont également victimes de délits d'homicide involontaire, d'escroquerie, d'outrage et d'abus de confiance.

Enfin, outre ces crimes, il est à souligner que le racolage sur la voie publique représente 95 % de l'ensemble des délits commis à l'encontre des femmes.

N. I.

### ALORS QU'ALGER SERA RELIÉE À EL-BAHIA PAR AUTOROUTE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

## Le tronçon Oued-Sly-Boukadir ouvert à la circulation

**Le tronçon autoroutier reliant Oued-Sly à Boukadir, dans la wilaya de Chlef, a été ouvert à la circulation, hier, par le ministre des Travaux publics Amar Ghoul.**

Ce dernier, qui a précisé que seul le travail sur le terrain compte, a qualifié ce «nouvel acquis», qui s'étale sur 39 km, dont 22 ont été ouverts à la circulation, de «deuxième victoire pour l'Algérie après la qualification de l'équipe nationale au Mondial».

«Tout comme notre équipe a su faire étalage de sa performance sur le terrain, celles des chan-

tiers de l'autoroute Est-Ouest ont prouvé que ce projet sera réalisé avant les délais contractuels.»

La réception de ce mégaprojet, prévue pour juillet 2010, mais qui le sera avant — il est déjà opérationnel en ce mois de novembre — en est la preuve, a estimé le ministre. Relier Alger à la wilaya de Chlef par autoroute permettra, selon Amar Ghoul, un plus fort développement du pays et d'assurer une meilleure sécurité des usagers de la route, outre le fait que cela offrira une grande opportunité pour les échanges commerciaux et la création d'em-

ploi. Par ailleurs, le ministre a annoncé que d'ici la fin de l'année, Alger sera reliée à Oran et, par la suite, à la frontière algéro-marocaine.

Concernant les différents espaces indispensables à une infrastructure autoroutière de cette envergure, comme les stations-service et les aires de repos, Amar Ghoul a assuré qu'ils seront réalisés dans les délais.

L'autoroute Est-Ouest comptera pas moins de 100 aires de services, assure-t-on.

S. A.